



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2012

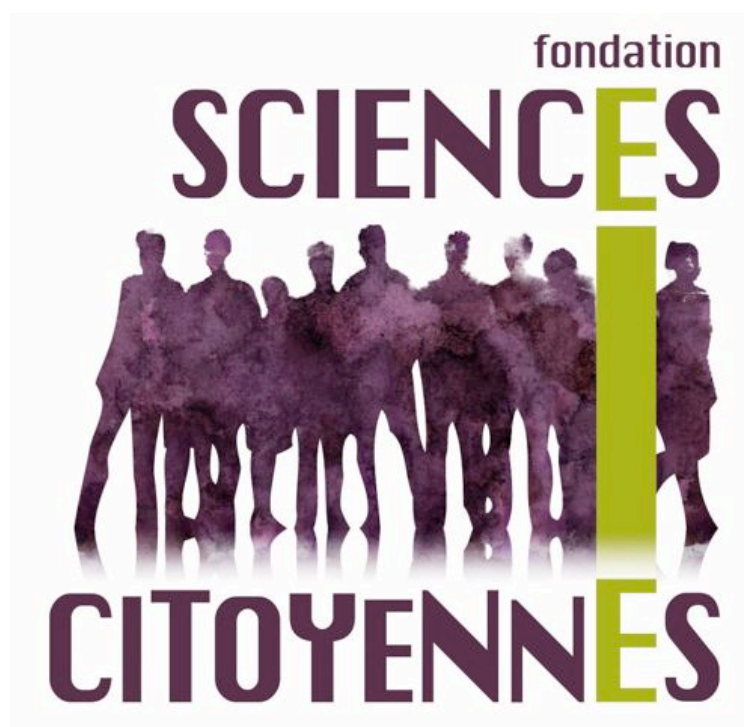


Table des matières

Éditorial	3
Activités en France	5
Lanceurs d'alerte et expertise	6
Conventions de citoyens	6
Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche	7
Un projet de recherche participative : ReSoRIV.....	8
Festival Sciences en bobines.....	9
Rapport sur la recherche participative en France.....	9
Initiative française du FMSD : Un forum pour repenser les rapports Recherche / Société.....	10
Biologie de synthèse	10
Actions dans les régions	11
Activités européennes et internationales	13
Public Engagement with Research and Research Engagement with Society (PERARES)	14
Veille sur la politique de recherche européenne	15
Horizon 2020.....	15
Mobilisation à l'occasion des 10 ans de l'EFSA	16
European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility (ENSSER).....	16
Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD)	16
Communication externe	18
Site Internet de l'association	19
La FSC dans les médias.....	19
Nos réseaux	20
Vie de l'association	22
Adhérents et donateurs	23
Conseil d'administration et bureau exécutif	23
Équipe salariée	23
Communication interne.....	24
Perspectives	25
Calendrier indicatif	27

Éditorial

En octobre 2012, la Fondation Sciences Citoyennes a fêté ses dix années d'existence. Dix années bouillonnantes. Riches de petits et grands combats, de nombreuses réflexions et échanges, d'élaborations de propositions concrètes. De collaborations avec une diversité toujours plus grande de partenaires associatifs, scientifiques, syndicaux, politiques en France et dans le monde. Dix années pour constituer un collectif humain vivant. Dix années pour travailler à l'ouverture d'un espace de questionnement démocratique des sciences et des techniques.

Le présent rapport ne couvre que les activités menées en 2012, mais il témoigne bien des fruits portés par ces années de bouillonnement et de la façon dont nos engagements multiformes trouvent à se compléter, à s'enrichir, et à se renforcer.

Prenons par exemple la question de la protection des lanceurs d'alertes et de l'encadrement de l'expertise. Voilà un sujet sur lequel nous sommes mobilisés depuis nos débuts. En 2012, a été déposée au Sénat une proposition de loi très largement inspirée du texte que nous avons élaboré en 2010, et que nous avons présenté et défendu depuis, notamment lors des campagnes de soutien à certains lanceurs d'alerte. Détricoté par la démocratie parlementaire, le texte qui doit encore repasser au Sénat et être voté par l'Assemblée nationale est assez éloigné de notre projet. Pour autant, la protection des lanceurs d'alerte y est posée, une avancée sur laquelle nous ne manquerons pas de nous appuyer dans un futur proche. Car le vote de cette loi ne suffira pas à régler les questions que nous soulevons. Notre attention, nos mobilisations, nos réflexions continueront d'être requises. Par d'autres moyens, sur d'autres terrains. Et nous nous y attelons déjà, au niveau européen. L'année 2012 a en effet vu l'émergence d'une coalition d'ONG européennes, mobilisées pour la révision radicale du système européen de sécurité environnementale et alimentaire (réforme de l'EFSA, l'agence européenne de sécurité alimentaire). Notre participation active nous permet de faire valoir et d'enrichir nos propositions et réflexions, en passant par l'échelon européen.

Un autre exemple est la prise en compte des questions de sciences et société dans les politiques publiques de recherche. Avec le collectif de syndicats et d'associations regroupés au sein de la déclinaison française du processus Forum Mondial Sciences et Démocratie, nous avons participé et fait des propositions pour les Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche. Si nos propositions ont eu peu d'écho dans un processus global verrouillé dès le départ et peu enclin à remettre en cause les orientations et le fonctionnement du système de recherche français, nos implications, à la fois locales dans certaines régions (Bretagne, Nord-Pas de Calais, Rhône-Alpes ou PACA) et au niveau européen (suivi et propositions d'amendements au projet du prochain programme européen de soutien à la recherche, dit « Horizon 2020 »), permettent de faire des petits pas dans la même direction, en partant d'ailleurs...

Dans la charte fondatrice de l'association figurent trois axes d'actions principales : 1) accroître les capacités de recherche et d'expertise de la société civile, 2) stimuler la liberté d'expression et de débat dans le monde scientifique, et 3) promouvoir une élaboration plus démocratique des choix scientifiques et techniques. Ces constats de départ sont toujours d'actualité, et ils structurent l'ensemble des projets présentés dans ce rapport. Mais, en retour, d'autres raisons de mener ces actions émergent. L'une d'elles est criante : il y a urgence à trouver des moyens pour réenchanter la recherche. Pressés de produire des savoirs censés doper la croissance, de justifier

leurs projets par rapport aux retombées possibles pour l'industrie, les chercheurs sont de plus en plus nombreux à douter de leur mission au service de l'intérêt général. Le travail que nous menons pour soutenir et développer la recherche participative, pour renouveler le dialogue entre chercheurs scientifiques et citoyens chercheurs d'avenir est une piste, parmi d'autres, pour définir et produire autrement les savoirs socialement utiles au plus grand nombre.

Un conseil pour terminer : lisez ce rapport ! C'est le meilleur moyen de se faire une idée précise de la diversité des actions menées au cours de l'année écoulée, de l'engagement de notre équipe salariée toujours aussi dynamique - qu'elle soit ici vivement remerciée - et du conseil d'administration de l'association.

Le bureau de la FSC.

Activités en France

Lanceurs d'alerte et expertise

L'année 2012 a constitué un point d'orgue dans notre travail sur les lanceurs d'alerte. Dix ans d'effort sur un sujet qui est au coeur de nos préoccupations, des milliers de signatures lors de campagnes de mobilisation autour de la défense de plusieurs lanceurs d'alerte (Christian Vélot, Pierre Meneton, Véronique Lapidès, Jacques Poirier, Gilles-Éric Séralini), une proposition de loi rédigée en 2009-2010 avec l'aide de deux juristes (proposition de loi pour la déontologie de l'expertise et la protection des lanceurs d'alerte). Et cela débouche sur le dépôt par le groupe écologiste du Sénat, dans le cadre d'une niche parlementaire, d'une proposition de loi quasi calquée sur celle que nous avons rendue publique en 2010 (Intitulé de la loi déposée au Sénat : proposition de loi relative à la création de la Haute Autorité de l'expertise scientifique et de l'alerte en matière de santé et d'environnement).

Une très large reprise par la presse papier nationale et régionale et audiovisuelle (20h de TF1, France Inter, RFI, une du Monde, pleine page dans Libération, 2 pages dans Sud-Ouest, etc.).

La fenêtre qui s'est ouverte en automne 2012 étaient spécialement intéressante par la convergence entre le dépôt de la proposition de loi et la publication du travail de l'équipe de G.-É. Séralini sur la toxicité du maïs NK603. Ceci nous a permis de lier notre argumentation sur la loi à l'actualité scientifique. Nous avons de sérieuses réserves quant à l'avenir de cette proposition de loi qui a été passablement malmenée lors de la 1ère lecture au Sénat et le texte qui a été voté le 31 janvier à l'Assemblée nationale a confirmé la mise en place d'un dispositif inefficace et très loin des enjeux. Cela dit, les termes de la protection des lanceurs d'alerte ont été posés et cela constitue, malgré tout, une réelle avancée. Nous suivrons le parcours de cette proposition de loi, continuerons à essayer de rattraper ce qui peut l'être en proposant aux groupes parlementaires plusieurs amendements, mais nous ne manquerons pas de mettre en lumière les carences du texte. Nous analyserons enfin ce que cette loi aura rendu possible et surtout ce qui reste indispensable à mettre en oeuvre pour un réel traitement des alertes.

A l'invitation de la Fondation Pour le progrès de l'Homme, deux administrateurs de la FSC, ont participé au week-end stratégique d'information organisé par le CRIIGEN à Barjac, lors de la publication médiatisée des travaux de G.E. Séralini et de son équipe. Ces temps forts d'échanges en comité restreint ont permis de se former sur les réponses à apporter au discrédit jeté sur ces travaux, et d'être mieux organisés pour diffuser et relayer l'information face à l'importante levée de boucliers rencontrée en fin d'année 2012. La FSC a activement participé à la mobilisation d'organisations et d'individus autour du CRIIGEN et de son action en lien avec l'étude sur le maïs OGM NK603.

Conventions de citoyens

Fin 2011, nous avons soumis à la fondation « Un monde par tous » un projet sur *Une procédure sur les choix de recherche/innovation : les Conventions de Citoyens (CdC)*. La fondation a accepté de nous soutenir sur 2012-2013.

Dans le projet proposé, nous avons envisagé des actions de sensibilisation au processus et de promotion du projet de loi avec pour objectif un vote à l'Assemblée avant la fin de la mandature.

Voici quelques composantes du projet :

- finalisation du questionnaire OPPRI (Observatoire des Processus Participatifs en Recherche et Innovation), d'une brochure pédagogique et analyse de procédures existantes ;
- organisation de rencontres avec des élus ;
- organisation de formations, d'un colloque et d'une conférence de presse ;
- constitution (et/ou mise à jour) de fichiers : élus, organisations de la société civile et presse ;

- mise en ligne d'un site dédié aux CdC et au questionnaire OPPRI.

Un certain nombre des dites composantes ont été finalisées ou sont en voie de l'être :

- la brochure pédagogique de présentation des CdC est prête à être distribuée ;
- le questionnaire OPPRI a été « testé » et envoyé ;
- un comité scientifique a été mis en place ;
- 46 expériences de CdC ont été recensées et une vingtaine de structures organisatrices ont été contactées pour répondre au questionnaire ;
- le fichier « parlementaires » est en cours d'élaboration.

Ce travail a été effectué principalement entre janvier et juillet 2012 avec l'aide d'une stagiaire.

Suite à nos interventions (contribution écrite, contributions orales, audition devant le comité de pilotage) lors des Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche, les propositions du comité de pilotage ont intégré un paragraphe sur les méthodes participatives incluant les conventions de citoyens.

Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche

La FSC a participé au processus des Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) dès son lancement en juillet 2012, soit en son nom propre soit en tant que membre d'un collectif informel d'associations et syndicats issus de la plateforme FMSD. Dès le mois de mai, la FSC s'était intéressée à la mobilisation de l'ensemble des acteurs du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche en suivant les réunions et les débats au sein de la Coordination Nationale des Établissements Scientifiques et Universitaires (CNESU).

Début juillet, la FSC a invité diverses organisations à se rencontrer afin de discuter des éventuelles actions communes à mener dans le cadre ou en marge des Assises de l'ESR. Le 6 juillet, un collectif informel de 21 associations et syndicats de chercheurs a envoyé une lettre à la ministre de l'ESR pour l'informer qu'il existe en France « un espace de dialogue entre le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur, et celui de la société civile intéressée par le rôle et la place que les humanités et l'ensemble des disciplines scientifiques jouent dans nos sociétés, que ce soit en termes socio-économiques, environnementaux, sanitaires, éducatifs, culturels ou politiques » et pour demander « d'être pleinement associés à la mise en place de ces Assises ». La réponse du ministère datée du 23 juillet nous invitait à rencontrer deux membres du cabinet du ministère de l'ESR.

Fin juillet, nous avons également adressé notre lettre à la présidente et au rapporteur du comité de pilotage avec la demande de les rencontrer, mais sans réponse de leur part.

Par la suite, nous avons soumis au comité de pilotage une contribution écrite au nom de la FSC, participé à des réunions d'assises régionales en octobre et aux assises nationales fin novembre. Enfin, nous avons également été invités par le comité de pilotage à la troisième série d'auditions qui s'est déroulée fin octobre.

Ce travail s'est traduit par une (modeste) proposition du comité de pilotage : « Développer des pratiques permettant de démocratiser les choix scientifiques et de mener des débats de société au niveau local ou régional comme au niveau national : conventions de citoyens, recherche participative, "living lab", associations de diffusion de la culture scientifique, expertise collective mixte. »

Le déroulement des assises a confirmé nos craintes de départ à savoir l'absence quasi totale de remise en cause des orientations et du fonctionnement du système de la recherche française.

Un projet de recherche participative : ReSoRIV

Le projet Reconnaissance Sociale et Réglementaire de l'Innovation Variétale (ReSoRIV) par la sélection participative pour les agricultures biologique et paysanne est porté par le département Sciences pour l'Action et le Développement de l'INRA de Rennes et par la FSC. Le Réseau Semences Paysannes (RSP) et l'Institut Technique pour l'Agriculture Biologique (ITAB) sont également associés au projet. Le programme REPERE (Réseau d'Echange et de Projets sur le Pilotage de la Recherche et de l'Expertise) du Ministère de l'Ecologie lancé en 2009, vise à établir des recommandations pour mieux intégrer les associations dans les orientations de la recherche.

ReSoRIV prolonge le projet « Co-construction des savoirs et des décisions dans la recherche : l'exemple de la sélection participative en agri-environnement », financé dans le cadre du premier appel à projet du programme REPERE. L'objectif de ce premier projet était alors de réunir les différents acteurs de la sélection végétale, chercheurs et paysans, pour faire un bilan des expériences, créer un espace d'échange et analyser les dynamiques en cours après 10 années de sélection participative. (Pour une synthèse, voir Brac de la Perrière R. A., de Kochko P., Neubauer C., Storup B., 2011, *Visions paysannes de la recherche dans le contexte de la sélection participative*, ed. PEUV, à la page [http://sciencescitoyennes.org/une-brochure-sur-les-visions-paysannes-de-la-recherche-dans-le-contexte-de-la-selection-participative/.](http://sciencescitoyennes.org/une-brochure-sur-les-visions-paysannes-de-la-recherche-dans-le-contexte-de-la-selection-participative/))

Le projet ReSoRIV est conçu comme une plate-forme de dialogue et de proposition pour explorer les voies réglementaires (existantes ou à construire) compatibles avec la nature biologique, génétique et culturelle des variétés et semences créées par des agriculteurs à la ferme. Ses objectifs sont d'une part la reconnaissance institutionnelle des projets menés en recherche participative (reconnaissance des associations comme interlocuteurs au niveau des ministères et partenaires scientifiques, des instituts de recherche, et reconnaissance par ces instituts de projets menés en sélection participative/recherche participative (spécificités de méthodes et d'objectifs de la recherche participative ; interrogation des directions d'instituts de recherche sur les moyens à mettre en œuvre pour soutenir les projets de recherche participative). Le projet vise également une reconnaissance réglementaire et scientifique de l'activité et des produits de la sélection participative, notamment la sélection paysanne de variétés-populations, cohérente avec les orientations internationales en matière de ressources génétiques et de propriétés intellectuelles, les orientations législatives européennes en matière de variétés cultivées et semences et les orientations législatives françaises en matière de variétés cultivées et semences.

Ce sujet est fortement d'actualité avec le contexte de la loi sur les COV française (Certificat d'Obtention Végétale) du 28 novembre 2011 et des « non-paper » européens pour actualiser la réglementation aux contraintes des acteurs d'aujourd'hui sur la commercialisation des semences, la santé des plantes, les contrôles et le financement.

Le projet comprend différents volets : rédaction de fiches de présentation d'expériences ; un séminaire de travail regroupant des représentants de chaque groupe d'acteurs (GNIS, GEVES, CTPS, INRA, RSP, ITAB, Ministères concernés...) afin d'échanger sur le contexte et les enjeux respectifs du cadre réglementaire et des recherches associés au développement des semences paysannes, 20 novembre 2012) ; l'événement central, la « classe verte » pour décideurs institutionnels et politiques, aura lieu le mercredi 19 juin 2013, dans les champs, afin d'immerger ces acteurs dans les conditions de culture des semences paysannes.

Festival Sciences en bobines

Les sciences en bobines ont réuni 17 sessions dans 13 villes du 6 novembre au 20 décembre 2012 : Avignon, Cany-Barville (76), Dijon, La Rochelle, Montpellier, Paris, Saint Valery en Caux (76), Saint-Malo, Savennières (49), Tours, Trescléoux (05), Veules-les-roses (76), Villeneuve d'Ascq.

Programmation : 13 films ont été diffusés : - « Tous cobayes ? » (OGM, nucléaire), - « Into eternity » (nucléaire), « Cultivons la terre » (agriculture), - « Téléphonie mobile, sommes-nous tous des cobayes ? » (téléphonie mobile), - « Mauvaises ondes » (téléphonie mobile), - « Alerte à Babylone » (lanceurs d'alerte), - « Fabriquer le vivant » (biologie de synthèse), - « Homo Stellae » (astronomie), - « Les moissons du futur » (agriculture), - « Maladies à vendre » (industrie pharmaceutique), - « The Constant gardener » (essais thérapeutiques), - « Le déjeuner sur l'herbe » (procréation assistée), - « La grande invasion » (Toxicologie).

Affluence : environ 800 personnes sur 16 séances, soit une moyenne de 50/séance (dont une centaine de collégiens à Trescléoux).

Ce travail repose notamment sur l'investissement de bénévoles en région. Les Sciences en bobines sont toujours un moment à la fois plus ludique et un temps fort d'échange et d'apprentissage sur nos thématiques. Cette action nous aide de plus à développer la FSC dans les régions, près des citoyens tout en invitant des chercheurs et politiques locaux. Si le festival a quitté les murs parisiens avec succès, il reste surtout à consolider le nombre de participants. Pour 2013, de nouvelles villes se sont portées candidates pour la tenue d'une ou plusieurs sessions et nous avons reçu le soutien de fonds de la réserve parlementaire pour son organisation.

Rapport sur la recherche participative en France

Nous avons conduit en 2012 une étude financée par la Fondation de France et dressant un état des lieux de la recherche participative en France, une entreprise difficile. Il existe en effet un nombre très important de projets de recherche menés en partenariat, même si cela reste encore trop insuffisant à nos yeux.

Notre analyse s'est fondée sur les approches de recherche participative comme un moyen d'impliquer les citoyens dans la recherche scientifique par l'association de l'expertise citoyenne et de l'expertise scientifique, et comme un outil concret pour répondre aux enjeux sociétaux. Ces approches favorisent également un espace de dialogue et d'action entre citoyens et chercheurs, qui permettent de repenser notre système de recherche et de refonder le rapport entre la recherche, la démocratie et la société autour d'un nouveau contrat social.

Nos recherches se sont effectuées en différentes phases : élaboration d'une grille d'entretien ; entretiens avec différents acteurs impliqués dans des projets de recherche participative ; recensement de projets menés en recherche participative, ou d'analyse de processus, à travers la base bibliométrique scientifique « Thomson Scientific's Web of Science » qui est un outil de référence pour analyser les rendus de l'activité scientifique mondiale ; élaboration de fiches synthétiques sur des projets ; recommandations, etc.

Nous avons recensé plus de 200 projets, il en existe sans doute beaucoup plus (puisque c'est le programme Environnement de la Fondation de France qui a soutenu ce rapport, les projets identifiés se focalisent surtout sur des questions d'environnement et d'agriculture). Notre idée n'était pas de les comptabiliser de manière exhaustive, mais de définir une typologie des pratiques et des processus, en fonction de plusieurs critères, tels que la participation des acteurs non scientifiques à la définition de projets ou à leur mise en place. Cette démarche visait à

fournir à la Fondation de France un panorama représentatif des pratiques de recherche en partenariat en France, et des éléments pour une meilleure compréhension des blocages, ressources et mécanismes à l'œuvre. Enfin, cette étude avait pour objectif de dégager des pistes de travail pour notamment l'élaboration ultérieure de critères d'évaluation des projets de recherche participative.

Cette enquête a permis à la FSC de développer ses liens avec des associations, instituts de recherche et chercheurs via les entretiens réalisés. Nous avons été sollicités en retour pour présenter notre vision de la recherche participative et l'état du rapport lors de séminaires consacrés à ces pratiques de recherche.

Ce rapport intitulé « *La recherche participative comme mode de production de savoirs, un état des lieux des pratiques en France* », sera publié au printemps 2013.

Initiative française du FMSD

Un forum pour repenser les rapports Recherche / Société

Lors du 2e Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD) qui s'est tenu à Dakar en février 2011, est apparu de façon claire – pour les acteurs de la société civile comme pour les chercheurs et universitaires présents – le besoin d'instaurer un dialogue « de communauté à communauté ». Autrement dit, les enseignants et chercheurs ont appelé, pour la clarté du débat public, comme pour sa qualité et sa force, à un discours moins dispersé de la part des acteurs de la société civile non marchande intéressés par les enjeux de la recherche, de l'enseignement supérieur et les stratégies d'innovation. Aussi avons-nous organisé, le 24 mars 2012 dans les locaux de l'Université Paris-Diderot, un *Forum pour repenser les rapports Recherche / Société*. La structuration et la tenue de cette journée montrent (et cela s'est reproduit notamment pour préparer collectivement les Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche) que les organisations françaises impliquées dans le FMSD depuis plus de 5 ans maintenant tiennent à poursuivre un travail commun (aussi bien au niveau national qu'international) et que l'espace de dialogue fourni par le FMSD en France reste et demeure adapté pour cela.

La journée du 24 mars était structurée autour de 3 axes composés de 2 ateliers (l'un étant conceptuel et l'autre plus opérationnel). Ces ateliers étaient encadrés par une séance plénière d'ouverture et une séance de clôture. Chacun des ateliers a été largement ouvert aux débats et à la recherche de propositions (les discours liminaires étant réduits à la portion congrue). Les 3 axes étaient les suivants :

- La nécessaire démocratisation des savoirs : des concepts aux réalisations
- Les chercheurs face à leurs responsabilités : le dialogue citoyen pour sortir de l'ornière
- Recherche et citoyenneté au service d'un système éducatif à refonder

Environ 150 personnes ont participé à cette journée.

Les comptes-rendus sont disponibles à l'adresse : <http://fmsd-france.org>

Biologie de synthèse

La biologie de synthèse est une nouvelle discipline scientifique à l'interface entre ingénierie, bio-informatique et biologie moléculaire, née avec le 21^e siècle. Forte de promesses tous azimuts, en matière de biocarburants nouvelle génération, de chimie verte et autre révolution médicamenteuse, elle a su attirer des fonds publics et privés importants et se développe vite. En France, elle n'en est qu'à ses débuts, mais la ministre de la Recherche, Geneviève Fioraso, a

publié avant de devenir ministre un rapport parlementaire, véritable ode à cette discipline. Pour suivre son développement, un observatoire de la biologie de synthèse a été mis en place en 2012 sous l'égide du ministère de la recherche, dirigé par le CNAM (Conservatoire national des arts et métiers). La FSC a été sollicitée pour y participer et nous avons accepté. Cette participation, critique, est l'occasion pour nous d'affiner notre connaissance et notre compréhension des enjeux à l'œuvre. Nous avons vite compris que l'innovation principale de la biologie de synthèse n'est pas celle de bidouiller quelques brins d'ADN dans des cellules mais bien de faire converger industriels et académiques à un niveau encore inégalé, pour produire une vie artificielle à but lucratif. La réalisation principale de cet observatoire est pour le moment la mise en place d'un site internet, rassemblant des informations les plus diverses possibles sur le sujet (<http://biologie-synthese.cnam.fr/>). Un forum national d'organisation des débats publics sur le sujet est prévu pour 2013.

Actions dans les régions

Nord-Pas de Calais

En 2011 la région Nord-Pas de Calais a lancé avec succès le programme « Chercheurs Citoyens » afin de financer des projets de recherche conduits par un partenariat entre des laboratoires de recherche et des organisations à but non lucratif. En témoigne le nombre important de dossiers déposés lors du premier appel à projets.

La région Nord-Pas de Calais a lancé depuis les Assises Pour la Recherche et l'Enseignement Supérieur (APRES) pour poursuivre ses efforts en terme de gouvernance partagée. Lors de ces assises régionales, la Fondation Sciences Citoyennes est intervenue à plusieurs reprises pour mettre en avant différentes propositions à la fois dans le domaine de la gouvernance et de la co-construction des savoirs.

Nous avons notamment appuyé la création d'une boutique de sciences et avons demandé un soutien au Conseil régional pour une étude de faisabilité et de préfiguration. Les organisations de la société civile ne sont pas toutes armées pour co-piloter un projet de recherche. Mais pour autant de nombreuses questions qu'elles se posent ont besoin du soutien du monde de la recherche (questionnements, expertises ou contre-expertises sur des dossiers techniques, faire émerger des nouveaux projets ou programmes de recherche actuellement orphelins). Afin de répondre à ces autres types de demandes portées par des organisations non expertes, les boutiques de sciences se sont avérées très pertinentes en tant que passerelles entre villes et universités.

Au vu du succès du programme « Chercheurs Citoyens » et des Assises Pour la Recherche et l'Enseignement Supérieur régionales, nous pensons que le contexte est particulièrement favorable au démarrage de ce type de structures en région Nord-Pas de Calais.

Il nous paraît néanmoins fondamental de passer par une phase d'étude de faisabilité et de préfiguration pour définir à la fois les champs et les modalités d'intervention les mieux adaptés à la boutique de sciences ou au pôle régional de boutiques de sciences que nous souhaiterions promouvoir en région Nord-Pas de Calais. Ce travail est prévu pour une année et démarrera courant 2013.

Rhône-Alpes

Les liens avec la région Rhône-Alpes restent ténus du fait de la présence d'administrateurs investis dans cette région. Des travaux ont eu lieu notamment avec l'Echop'à Sciences, la boutique de sciences de Grenoble.

Bretagne

Des liens ont été développés avec des organisations et chercheurs bretons, notamment à travers notre enquête sur la recherche participative et la participation au Conseil Économique, Social et Environnemental Régional (CESER) de Bretagne. D'autres se sont poursuivis à travers le projet ReSoRIV.

PACA

Un échange a été organisé avec le Service Communication d'INRA PACA, pour leur proposer des rencontres « Sciences & Société » à l'attention des chercheurs et étudiants des centres INRA. L'objectif était de profiter de l'effervescence provoquée par la publication de l'étude de G.-É. Séralini pour amorcer des débats sur l'expertise, l'éthique dans la science...

Une première rencontre doit être programmée en 2013 sur un thème qui a retenu l'attention de l'INRA : la recherche participative.

Suite au travail de prospective mené avec le CESER de Bretagne, nous avons pris un premier contact avec le CESER de PACA afin de voir dans quelle mesure il accepterait de mener ce même type de travail. Une relance doit être faite pour questionner les personnes les plus concernées au sein du CESER.

Activités européennes et internationales

Projet européen PERARES

Public Engagement with Research and Research Engagement with Society

Dans le cadre du projet européen PERARES, un projet sur quatre ans démarré en 2010 et financé par le 7^e Programme Cadre de Recherche et Développement de l'Union Européenne (PCRD), nous avons réalisé des ateliers-scénarios de 2010 à 2012 pour permettre des échanges entre chercheurs de laboratoires publics, praticiens et organisations de la société civile (OSC) en vue de développer des projets de recherche participative. Ces ateliers-scénarios ont permis d'élaborer des recommandations méthodologiques en fonction du type d'objectif des participants (Stratégie, Mutualisation, Développement). Ce travail a débouché sur l'élaboration d'un guide pour la conduite d'ateliers-scénarios en faveur du développement de partenariats chercheurs-société civile. Ce guide sera publié prochainement. Notre objectif est de convaincre les collectivités territoriales de financer des dispositifs de ce type pour offrir à des organisations de la société civile des moyens d'amorcer des partenariats avec les chercheurs afin de trouver des réponses à leurs questions en terme de recherche. C'est ainsi une façon pour des élus de permettre à la recherche de répondre à des demandes sociales, ce qui n'est pas possible actuellement en dehors de certains appels à projets spécifiquement destinés au financement de projets de recherche participative proprement dite.

Historiquement nous avons travaillé dans le cadre du projet européen TRAMS (*Training and Mentoring of Science Shops*, financé par le 6^e PCRD) à la réalisation d'une boîte à outil dans laquelle figurait un guide pour l'organisation d'atelier-scénarios à destination de porteurs de projets de boutiques de sciences (<http://www.livingknowledge.org/livingknowledge/wp-content/uploads/2011/11/Toolkit-Scenario-Workshop.pdf>). Nous avons testé cet outil avec succès à différentes reprises (Grenoble 2007, Marseille 2008) et souhaitons savoir s'il était possible de l'adapter à notre nouvel objectif, étant donné qu'il convient particulièrement bien à la définition de projets communs par des acteurs de provenance très diverse, ce qui est le cas dans ce projet de « débats permanents ».

Nous avons donc voulu étudier ce qui nous paraît représenter la diversité des cas de figure en ce qui concerne les raisons pour lesquelles des chercheurs et des citoyens souhaitent élaborer des projets communs de façon participative. Nous avons nommé ces trois cas « Stratégies », « Synergies » et « Développement ».

Pour chacun des atelier-scénarios, des adaptations ont été apportées à presque tous les niveaux (choix de la question, sélection des participants, minutage, organisation des sessions en groupe, détermination des thèmes à développer, discussions finales, plan d'action, suivi).

Nous avons pu constater que la méthodologie des atelier-scénarios est très bien adaptée à une pluralité de situations. Pour autant, si cet outil est efficace, permet de résoudre un grand nombre de problèmes et d'obtenir un résultat très intéressant en un minimum de temps, il est absolument nécessaire de proposer une ou plusieurs rencontres préliminaires plus classiques pour laisser le champ libre à des échanges plus informels. Et il est fondamental de se fixer des objectifs raisonnables dont l'avancement pourra être facilement suivi.

Par ailleurs, même si nous ne prétendons pas à l'exhaustivité à travers cette nomenclature, nous sommes convaincus qu'il est possible de classer la majeure partie des processus amont de projets de recherche entre chercheurs et organisations de la société civile dans une de ces trois catégories. Et si ce n'est pas le cas, il est probable que les outils proposés puissent être utilisés moyennant quelques nouvelles adaptations.

En conclusion, il nous semble très pertinent que les financeurs publics de la recherche se dotent de lignes de financement (appels à projets ou subventions) dédiées à ce type de processus

préliminaires qui peuvent faciliter ensuite le montage de projets de recherche participative. Ce type de recherche permet aux chercheurs d'aborder des questions qui ne peuvent l'être par les voies traditionnelles de financement, aux organisations de la société civile d'obtenir des réponses à leurs besoins en terme de recherche ou d'expertise et enfin aux élus de répondre à une demande sociale qui se développe de plus en plus.

Une autre partie de notre travail dans le cadre de PERARES consiste en l'analyse de projets de recherche participative de type *PICRI* (Partenariat institutions-citoyens pour la recherche et l'innovation), *ASOSc* (Appropriation SOciale des Sciences) et *Chercheurs Citoyens*, dont notamment un projet en agroforesterie co-piloté par le GRAB (Groupe de Recherche en Agriculture Biologique) et l'INRA d'Avignon pour lequel nous avons réussi à obtenir un financement de la Fondation de France.

<http://www.livingknowledge.org/livingknowledge/perares>

Veille sur la politique de recherche européenne Horizon 2020

Cela fait presque deux ans que la FSC s'engage, avec d'autres ONG, sur le nouveau Programme Cadre Recherche et Innovation de la Commission Européenne, dit « Horizon 2020 », qui entrera en vigueur en janvier 2014 et qui soutiendra des projets de recherche au niveau européen (environ 70 milliards d'€).

Nous avons défendu un programme plus participatif et plus en adéquation avec les défis écologiques. Nous avons dénoncé, dès 2011, les grandes orientations (très « business ») dans une lettre ouverte, et essayé, avec le soutien de quelques membres du Parlement européen, de faire valoir certaines thématiques : la participation de la société civile non marchande à la recherche, l'accessibilité à des résultats scientifiques (Open Access), la lutte contre les conflits d'intérêts, l'accès à des soins médicaux, la conservation des ressources naturelles, les économies d'énergie, l'agriculture biologique et l'agroécologie, l'innovation sociale, etc. Nous avons également déploré l'important budget qui est prévu pour des recherches dirigées par l'industrie et proposé une autre répartition du budget.

Le collectif informel d'ONG que nous co-animons a organisé une table ronde au Parlement européen le 7 juin 2012 sur "Horizon 2020 for a more sustainable and fairer knowledge society: What role for citizens, civil society and public goods?". Une centaine de personnes (dont une dizaine de députés européens) y a participé. Nous y avons présenté six « questions argumentées » que nous avons auparavant envoyées aux membres du Parlement qui accueillait notre événement. Ces députés étaient rapporteurs pour différentes parties de Horizon 2020.

Nous avons aussi soumis avec le collectif plus de 70 amendements aux trois parties du texte législatif "Regulation of the programme, Rules for Participation, Specific programme" (= priorités thématiques) (travail coordonné par FSC). Plusieurs députés européens ont repris tout ou partie de nos propositions.

Dans le même temps, nous avons présenté nos propositions à la Direction Générale de la Recherche de la Commission européenne. Nous avons également publié un article sur "Opening Up Societal Futures through EU Research and Innovation Agendas" dans la revue de l'"European Association for the Study of Science and Technology" (<http://www.easst.org>).

Mobilisation à l'occasion des 10 ans de l'EFSA

De nombreuses ONG se sont mobilisées autour du 10^e anniversaire de l'EFSA. Dans ce cadre, la FSC a co-signé une lettre ouverte à l'EFSA intitulée « Social and environmental organisations' demand radical overhaul of our food and environmental safety system and of the European Food Safety Authority (EFSA) ». Le texte contient une demande de révision radicale du système européen de sécurité environnementale et alimentaire.

La Fondation Sciences Citoyennes était aussi présente à la conférence citoyenne réunissant plusieurs dizaines d'ONG européennes à Parme, siège de l'EFSA, les 12 et 13 novembre. La FSC y a présenté sa proposition de loi sur la protection des lanceurs d'alerte et la réforme de l'expertise en France. Ce rassemblement s'est déroulé parallèlement à la célébration officielle des 10 ans d'existence de cette agence « indépendante » dont les règles de fonctionnement doivent être réexaminées par la Commission Européenne début 2013. Régulièrement sur la sellette depuis sa création, les 10 années d'activité de l'EFSA sont entachées de conflits d'intérêts à répétition et de liaisons troubles avec l'industrie. La conférence citoyenne de Parme a marqué le lancement d'une campagne pour influencer sur les nouvelles règles de fonctionnement de l'EFSA afin qu'elles protègent effectivement la population et non les industriels dont la Commission Européenne défend presque systématiquement les intérêts, et ce, contre l'intérêt général. En s'impliquant dans cette initiative, la FSC entend développer sa réflexion et son action sur l'expertise et l'alerte au niveau européen.

ENSSER

European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility

FSC est co-fondateur du réseau ENSSER (Réseau européen de chercheurs pour la responsabilité sociale et environnementale), et deux membres de notre association font actuellement partie du bureau du réseau.

L'assemblée générale du réseau qui s'est tenu en mai 2012 à Madrid était précédée par une conférence scientifique sur « Risks for Public Health and the Environment ».

Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD)

L'année 2012 et le début de 2013 ont été marqués par trois événements. Nous avons organisé le *Forum pour repenser les rapports Recherche / Société* le 24 mars 2012 (voir plus haut). Dans le cadre du Sommet des Peuples à Rio, nous avons co-organisé la conférence "*Science and Technology for Social Justice and Preservation of the Earth*" le 15 juin. Depuis l'automne 2012, les activités préparatoires de la 3^e édition du FMSD, qui se tiendra du 23 au 25 mars 2013 à Tunis, se sont intensifiées. Moment attendu de dialogue entre mouvements citoyens et chercheurs et universitaires du monde entier, cette troisième édition du FMSD s'annonce particulièrement fructueuse. Deux ans après le début du Printemps arabe, au coeur du pays qui a vu se lancer un processus à caractère historique, effervescent, complexe, enthousiasmant et difficile, nous poserons les termes : de la place des savoirs, de leurs productions, des modalités de leur partage et des conditions à réunir pour faire des aventures techniques et scientifiques, des enjeux d'éducation et d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation, des outils au service des solidarités entre les peuples et au sein des nations elles-mêmes.

Pour la première fois depuis le lancement du processus du FMSD en 2007 à Nairobi, cette édition va enrichir sa méthodologie et ses enjeux d'un volet *Stratégie d'actions communes*. Nous en

avons déjà ressenti le besoin à Dakar en 2011. Au-delà des nécessaires conditions du dialogue entre monde académique et forces sociales et citoyennes, il devenait impératif d'effectuer des propositions d'actions communes.

Cette 3^e édition permettra l'intégration de nouveaux partenaires dans le processus et donnera lieu à une nouvelle structuration de cet espace de dialogue (nouvelle gouvernance, nouvelles méthodes de travail en commun, redistribution des responsabilités...).

Le 3^e FMSD ne sera pas seulement le résultat de cinq ans de travail mutuel, il sera également le point de départ de nouvelles initiatives sur tous les continents.

Plus d'informations sur le nouveau site du FMSD : <http://www.fmsd-wfsd.org>

Communication externe

Site Internet de l'association

Des articles ont été publiés tout au long de l'année avec une très nette accélération à partir du mois de septembre suite à la publication de l'étude de G.-É. Séralini *et al* et à la proposition de loi sur les lanceurs d'alerte présentée par le groupe écologiste au Sénat. Le nombre de visiteurs unique de notre site est passé au mois de septembre à 7 500 et en octobre à plus de 11 000 quand habituellement il se situait plutôt dans les 6 000. Actuellement, notre site contient environ 1 800 articles mais ne permet pas encore d'interactivité avec nos adhérents, notamment.

Notre référencement évalué par le « Page rank » reste très bon en se maintenant à 6/10. A titre de comparaison, nous nous situons au-dessus des associations de notre taille (Vivagora et Inf'Ogm 5/10) et au niveau ou juste en dessous des grosses associations comme les Amis de la Terre (6/10) ou Greenpeace France (7/10) ou de médias comme Libération (7/10) et le Nouvel Observateur (7/10).

L'essentiel (92,5%) de nos visiteurs vient sur notre site via un signet enregistré ou en y étant amené (newsletters ou autres mails surtout). 3,5% viennent suite à une recherche et 3% depuis un lien d'un autre site.

Le nombre de visites de notre site est en forte augmentation en 2012 (moyenne 1370 visiteurs/jour) par rapport à 2011 (moyenne 1060 visites/jour). Et la tendance 2013 confirme cette augmentation avec pour janvier et février une moyenne de 1750 visiteurs/jour.

La période 2013-2014 devrait permettre le déploiement d'un « espace adhérents » digne de ce nom (une demande de subvention spécifique a été faite en ce sens).

La FSC dans les médias

Voici une liste non exhaustive d'articles publiés par des membres de la FSC. Des communications, publications et interventions sont également mentionnées dans l'agenda placé à la fin du présent rapport. Par ailleurs il est à signaler que salariés et administrateurs interviennent régulièrement à la radio ou à la télévision.

«L'ADN va révéler de plus en plus d'informations», interview de Catherine Bourgain parue dans Libération, 28 janvier 2012

Agriculture et sciences citoyennes - Quelles orientations pour la recherche sur la biodiversité cultivée, Bérangère Storup et Claudia Neubauer, article publié le 4 septembre 2012 sur la Plateforme « Regards sur la biodiversité » de la Société française d'écologie, <http://www.sfecologie.org/regards/2012/09/04/r35-storup-et-neubauer/>

Opening Up Societal Futures through EU Research and Innovation Agendas, Les Levidow (Open University, Milton Keynes) and Claudia Neubauer, European Association for the Study of Science and Technology Review, September 2012

OGM / Monsanto : pourquoi il y a si peu d'études scientifiques sur le sujet, par Jacques Testart, Le Plus du Nouvel Observateur, 25 septembre 2012

OGM, Fukushima, Mediator : la liste des scandales sanitaires ne doit pas s'allonger, par Glen Millot, Le Plus du Nouvel Observateur, 25 septembre 2012

En défense des lanceurs d'alerte par Fabien Piasecki, Médiapart, 27 septembre 2012

Santé et environnement : il est temps de sonner l'alerte... et l'expertise par Fabien Piasecki, Jacques Testart, Christian Vélot et Christophe Morvan, Libération, 4 octobre 2012

Quand les scientifiques sonnent l'alarme, Sud Ouest, 14 octobre 2012.

Le Forum Mondial Sciences et Démocratie, un processus au long cours par Fabien Piasecki, Nature Sciences Sociétés n°3, juillet-décembre 2012

Nos réseaux

Il n'y a pas d'autre organisation (en Europe en tout cas) qui s'intéresse de bout en bout à la politique de la recherche et aux questions concernant la démocratisation de la recherche. Bien sûr, bon nombre d'associations ont pour objet des causes, des buts qui les amènent à la recherche mais c'est toujours connexe à leur propre activité, c'est un lieu de passage dans leur engagement (santé, environnement, exclusion, énergies, etc). Singulière dans son engagement, la FSC n'en est pas pour autant isolée. Elle développe continuellement des relations qui lui permettent de travailler avec des chercheurs, des associations, et des décideurs politiques. Depuis 2012, il existe une association « soeur » au Brésil.

Nous travaillons avec ou sommes impliqués dans les réseaux suivants :

ENSSER - European network of scientists for social and environmental responsibility

Living knowledge - Réseau international des boutiques de sciences

Alter-EU - Alliance for lobbying transparency and ethics regulation

Alliance (informelle) autour de l'EFSA

Alliance (informelle) autour de Horizon 2020

RES - Réseau environnement santé

CRID - Centre de recherche et d'informations pour le développement

CAC - Collectif des associations citoyennes

RSP - Réseau semences paysannes

La FSC a aujourd'hui sa place, modeste mais reconnue, dans le paysage « sciences en société » en France, aux niveaux européen et international. La FSC est devenue un interlocuteur pour divers acteurs - associations, chercheurs, décideurs politiques. Cela se traduit par de nombreuses sollicitations pour activement participer à des campagnes avec d'autres associations (comme par ex. la récente campagne sur l'EFSA dans le cadre de la révision de ses principes directeurs par l'Union européenne), ou pour intervenir lors de différents colloques et séminaires organisés par des groupes de chercheurs, par la Commission Européenne ou des membres du Parlement européen et/ou par des associations.

Les propositions que nous portons émanent soit directement de la FSC soit d'un collectif dans lequel la FSC est activement engagée.

Propositions à long terme

Proposition de loi pour la déontologie de l'expertise et la protection des lanceurs d'alerte

Proposition de loi sur les conventions de citoyens comme aide à la décision politique

Propositions à court terme ou en réaction à l'actualité

Amendements dans le cadre de la mise en place de Horizon 2020 au niveau européen

Amendements dans le cadre du projet de loi sur l'ESR en France

Demandes de modifications de la réglementation de l'EFSA (révision en 2013)

Propositions d'ordre général

Démocratiser les choix scientifiques et techniques, réorienter la recherche et les budgets,
Développer et soutenir des programmes et projets de recherche participative (politiques

régionales, politiques des institutions publiques de recherche)

Redonner aux universités leurs missions principales

Soumettre le crédit d'impôt recherche à des critères sociaux et environnementaux

Libérer la recherche publique des liens trop étroits avec les intérêts de l'industrie

« Public money for public goods »

Vie de l'association

Adhérents et donateurs

Au 31 décembre 2012, le nombre d'adhérents à jour de leur cotisation s'élève à 196 contre 187 l'année dernière. Le nombre des adhérents « personne morale » reste inférieur à 5.

C'est la deuxième année de la mise en place de la déduction fiscale sur les cotisations d'adhésion, ce que nous permet notre vocation d'intérêt général. La règle générale est la suivante : les adhérents peuvent récupérer par déduction sur leur déclaration d'impôts de l'année, 66% du montant de la cotisation de cette même année. Les adhésions représentent non seulement une ressource financière mais également un soutien capital à l'indépendance de l'organisation engagée que nous sommes. En effet, ce soutien citoyen est une des garanties de notre liberté de parole et d'action notamment lorsqu'il s'agit de projets à contenu politique sensible comme les propositions de loi sur les lanceurs d'alerte et sur les conventions de citoyens.

Depuis 2011, nous avons commencé à constituer un fichier de donateurs en utilisant comme support de collecte notre lettre d'information électronique. Le montant des dons reçus en 2012 ne représente que 35% environ du montant total des adhésions mais c'est une ressource que la FSC compte développer même si le contexte de crise n'est pas particulièrement favorable.

Conseil d'administration et bureau exécutif

Notre CA compte 24 membres (16 hommes, 8 femmes). Les membres du CA sont convoqués à des réunions physiques au rythme régulier d'une séance toutes les six semaines. Ces réunions se sont toutes tenues à Paris. En conséquence, si plusieurs administrateurs non franciliens ont réussi à participer à certaines réunions, la plupart n'ont pu le faire malgré la prise en charge de leurs frais de transport. En moyenne, une douzaine de personnes sont présentes, mais à la fin de l'année, la participation au CA se limitait en grande partie aux membres du bureau et aux salariés. Il est à noter que les salariés assistent quasi-systématiquement au CA.

Le CA dispose désormais de deux listes de discussion par mél, sur lesquelles circulent toutes les informations concernant l'association, et se construisent les positions communes entre deux réunions. La liste CA-informations sert à relayer des informations d'actualité et voit régulièrement des échanges sur des questions de fond. La liste CA-questions est essentiellement utilisée pour prendre des décisions. Cette séparation en deux listes a pour vocation de faciliter le travail des administrateurs.

Le bureau comprend 5 personnes : C. Bourgain, B. Bocquet, C. Vélot, J. Testart, et F. Warlop. De plus, C. Neubauer est invitée en tant que responsable de l'équipe salariée. Le bureau se réunit régulièrement par conférence téléphonique/skype, ou physiquement avant chaque CA.

Équipe salariée

L'équipe salariée comprend désormais 4,6 ETP au lieu de 3,8 en 2011. À l'automne 2012, nous avons décidé de transformer un CDD en CDI. Cette embauche a revitalisé l'équipe et permet un rééquilibrage dans la distribution des diverses tâches.

Nous avons également accueilli une stagiaire pendant trois mois. Elle a principalement travaillé pour le projet des conventions de citoyens mais a aussi activement participé à la vie de l'association.

Communication interne

Il existe des échanges réguliers et assez intenses entre les membres du CA, grâce notamment aux listes de diffusion électronique. Les salariés sont totalement associés à ces échanges. Par ailleurs, des rencontres individuelles entre administrateurs et salariés sont régulièrement organisées autour de sujets spécifiques.

Certains administrateurs (nouveaux entrants ou non) ne pouvant aisément assister physiquement aux réunions du CA ont exprimé une difficulté à trouver leur place devant la densité des échanges et le foisonnement des projets en cours.

Les salariés ont mis en place une courte lettre « En direct du 38 » qui est envoyée tous les lundis pour informer de façon concise les membres du CA sur les activités les plus importantes en cours.

La communication en direction des adhérents passe principalement par internet avec la diffusion régulière d'informations ou de sollicitations sur la liste de diffusion « adhérents ».

Comme en 2011, nous avons organisé des entretiens individuels avec les salariés et un représentant du bureau ainsi qu'un échange entre le bureau et l'équipe salariée.

Perspectives

Consciente que les enjeux démocratiques entourant les questions techno-scientifiques restent encore faiblement perçus dans la société, la FSC continuera à travailler à la constitution de réseaux nationaux et internationaux mettant en mouvement des ONG, des syndicats, des chercheurs et enseignants-chercheurs, des élus et des citoyens autour de ces questions. La FSC continuera également à développer la prise de conscience autour de ces enjeux au sein de réseaux moins directement concernés. Nous aurons toujours à cœur d'inscrire notre action dans une démarche militante et revendicative tout en fournissant un travail de fond et des propositions concrètes et étayées. Devenir un acteur de référence dans le paysage de la recherche, toucher davantage de chercheurs, interpeller les directions d'organismes de recherche et les décideurs politiques à différents niveaux et dans différents domaines constitueront des objectifs importants.

La FSC vit une tension, depuis sa création, entre ses moyens limités et le grand nombre de chantiers sur lesquels nous souhaitons intervenir : du local au global, du soutien aux chercheurs engagés à la mobilisation d'associations sur des enjeux de recherche, du travail sur le pilotage de la recherche et l'expertise aux initiatives en lien avec les mouvements sociaux, du dialogue avec des décideurs politiques à l'analyse critique des politiques de recherche... La richesse de notre travail est et restera un véritable défi au quotidien.

En 2013, nous poursuivrons un travail engagé au sein des différents réseaux européens et internationaux, notamment au sein de collectifs aux dynamiques complémentaires : alliances avec d'autres ONG autour des politiques publiques européennes (politiques de recherche et innovation, politique d'expertise notamment autour de l'EFSA), Forum Mondial Sciences et Démocratie, réseau européen de chercheurs engagés (ENSSER), réseau international des boutiques de sciences (*Living knowledge*), réseau Alter-EU sur les conflits d'intérêts... Ces initiatives ont chacune leur propre cheminement, mais se complètent voire s'entrecroisent au gré des événements. Dans les années à venir, il s'agira de créer des liens plus forts entre ces initiatives pour renforcer mutuellement les différentes dynamiques engagées.

La capitalisation et la communication de nos expériences seront renforcées. Nous continuerons nos engagements pour la promotion de la recherche participative, la défense des lanceurs d'alerte et la redéfinition des conditions de l'expertise, les conventions de citoyens. En parallèle, nous souhaitons poursuivre notre travail de décryptage des enjeux à l'oeuvre autour de certaines technologies émergentes. Comme nous l'avons fait pour les nanotechnologies, nous nous intéresserons à la biologie synthétique. Le développement des technologies de l'information et de la communication autour de l'intelligence ambiante par exemple, nous pousse à engager une réflexion sur les liens entre recherche, sciences et droits de l'homme.

En ce qui concerne le développement de notre association, nous poursuivrons le travail engagé plus spécifiquement en 2011 et 2012 de clarification du fonctionnement interne et de notre stratégie externe. Nous souhaitons également mieux profiter du fait que nous ayons désormais une partie de l'équipe salariée et du conseil d'administration en région : décentralisation de nos forces, délocalisation de nos activités, renforcement du lien avec nos adhérents et sympathisants.

Par ailleurs, la convergence entre la loi sur les lanceurs d'alerte et la publication de G.-É. Séralini à l'automne nous a permis d'avoir une très bonne visibilité, mais aussi de montrer que la FSC a un potentiel plus important de rayonnement médiatique, notamment par la qualité de ses analyses. Nous espérons ouvrir ce chantier pour une meilleure visibilité de l'association en réfléchissant aux outils à mettre en oeuvre pour y parvenir.

L'année 2013 sera aussi l'année des premières journées estivales de la FSC (notre première université d'été en quelque sorte). Ce sera l'occasion de fêter avec un plus grand nombre de personnes - adhérents, sympathisants, curieux – les dix ans d'existence de la FSC.

Calendrier indicatif

Calendrier (non exhaustif) des évènements et interventions de la Fondation Sciences Citoyennes en 2012

Janvier

02.01. Sortie du livre « Alter gouvernement – 18 ministres citoyens pour une réelle alternative » (2 ministres FSC) aux éditions Le Muscadier.

Février

17.02. Conseil des ministres de l'Altergouvernement

20.-21.02. Intervention « A few thoughts from a NGO perspective in response to the paper on Rethinking issues and governance processes » lors du séminaire de travail « The future of science in society », Université de Vienne, Autriche

Mars

15.03. Intervention lors de la journée de bilan du programme Repere organisée par le Ministère de l'Ecologie

20.03. Organisation de « Regards-croisés : Évaluer le non-marchand L'utilité sociale en question » à Saint-Martin d'Hères (38) – projet PERARES

20.03. Audition publique sur Horizon 2020 du Parlement européen, participation comme expert dans le panel « défis sociétaux »

22-23.03. Participation à l'assemblée générale de PEUV (Pour l'Émergence d'une Université du Vivant), Villarceaux (95)

23.03. Organisation, discours d'ouverture et de clôture, animation d'ateliers lors du *Forum pour repenser les rapports Recherche / Société*, Université Paris-Diderot

26.-28.03. Co-organisation de l'atelier *Governing New technologies relevant to Poverty eradication and sustainable development*, et intervention sur 'A national participatory program for research and innovation in France, and the example of participatory plant breeding' lors de l'atelier *Pathways to Sustainability: Opening Up Technological Futures in the Green Economy*, conférence « Planet under pressure » en préparation de Rio+20, Londres, UK

28.03. Séminaire interne aux partenaires du projet ReSoRIV pour le lancement du projet, Paris

28.03. Participation à l'Agora des savoirs, Montpellier

Avril

04.04. Intervention pour le lancement du programme régional de financement de recherche en partenariat « chercheurs - citoyens », Lille

19.04. Participation aux Assises régionales de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en Nord-Pas de Calais, Lille

02.05. Conseil des ministres de l'Altegouvernement au Théâtre du Grand Parquet (Paris)

Mai

10.-12.05. Plusieurs interventions lors de la 5^e conférence *Living Knowledge*, « *Re-imagining Research Relationships – Co-creating Knowledge in a Democratic Society* », Bonn, Allemagne

16.-18.05. ENSSER Annual Scientific Conference on « *Risks for Public Health & the Environment* » and AGM, Madrid, Espagne

30.05. Atelier sur « *Living Knowledge: The International Science Shop Network - Creating Public Access to Research* » lors de la conférence « *Technologies for sustainable development: a way to reduce poverty?* » organisée par la Chaire de l'UNESCO Technologies for development, Lausanne, Suisse

31.05. Participation aux Assises régionales de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en Nord-Pas de Calais, Lille

Juin

07.06. « *Roundtable Horizon 2020 for a more sustainable and fairer knowledge society: What role for the citizen, civil society and the public good?* » co-organisé par l'alliance informelle d'ONGs sur H2020 et de députés européens, Parlement européen, Bruxelles

10 et 11.06. Atelier scénario (PERARES) à Saint-Martin d'Hères (38) : « *Évaluer l'utilité sociale des pratiques culturelles* ».

15.06. Organisation de la Conférence « *Science and Technology for Social Justice and Preservation of the Earth* » au Sommet des Peuples Rio+20

Juillet

Rédaction et publication en ligne d'un document de synthèse pour les Assises de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Août

24.-27.08. Sciences en bobines à Trescléoux

Septembre

24.-25.09. Participation au policy panel de la conférence « *Organic and Low Input Agriculture: Implementing Innovation to respond to EU Challenges* », DG Recherche et présidence Cypriot, Larnaca, Chypre

27-29.09. Participation aux rencontres internationales des maisons des semences paysannes organisées en Dordogne par le Réseau Semences Paysannes

Octobre

03.10. Envoi d'une lettre ouverte exigeant la transparence et réclamant la suspension provisoire des autorisations du maïs NK603 et de Round-up, signée par 128 organisations de la société civile

06.10. Journée de réflexion de FSC, Paris

12.10. Participation aux Assises régionales de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en Nord Pas de Calais, Lille

16.10. Participation aux Assises de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en Pays de la Loire, Nantes

20.10. Intervention sur les lanceurs d'alerte dans le cadre des Rencontres de l'alimentation bio à Forcalquier (04)

25.10. Keynote on « *Participatory approaches to research: A necessary and promising new paradigm* » dans la conférence internationale « *Science and the public in decision making processes* », Prague, République tchèque.

31.10. Audition devant le comité de pilotage des assises de l'enseignement supérieur et de la recherche, Paris

Novembre

6.11. Sciences en Bobines à Carny-Barville (76)

8.11. Sciences en Bobines à Veules-les-Roses (76)

8-9.11. Intervention lors du « forum de réflexion partagée acteurs-chercheurs » organisé par le Collège Coopératif de Bretagne, Rennes

9.11. Sciences en Bobines à Avignon

12.-13.11. Intervention lors de la conférence citoyenne sur l'EFSA: *A citizens' conference in Parma for EFSA's 10th birthday*, Parme, Italie

13.11. Sciences en bobines à la Rochelle

14.11. Sciences en Bobines à Saint valery en Caux (76) et à Savennières (49)

15.11. « Café des Techniques - CNAM : biologie de synthèse, ou l'art de fabriquer le vivant. » Participation au débat contradictoire

15.11. Sciences en Bobines à Villeneuve d'Ascq

18.11. Sciences en Bobines à Montpellier et à Saint-Malo

20.11. Séminaire institutionnel ResoRiv, Paris

21-23.11. Sciences en Bobines à Paris

22.11. Sciences en Bobines à Dijon, à Trescléoux (05) et à Villeneuve d'Ascq

26.11. Participation aux assises nationales de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Paris

27.11. Animation du débat régional « Protection du verger et biotechnologies - pourquoi la recherche utilise-t-elle les plantes transgéniques ? » co-organisé entre le collectif Nos campagnes sans OGM et l'INRA Angers-Nantes avec le soutien de FSC et Terre des Sciences (CCSTI Angers), Angers

28-29.11. Intervention lors du séminaire « Recherche-action : réflexivité partagée » organisé par le laboratoire PACTE (géographie) de l'Université de Grenoble, au Cermosem au Pradel en Ardèche

29.11. Présentation de « *Les dynamiques des sciences en société : expériences, enjeux, perspectives du point de vue associatif* », lors d'une réunion de travail du nouveau laboratoire science et société, Université Lille 1

Décembre

02.12. Intervention à l'Utopia, Cergy (95)

04.12. Intervention sur « *La science : commun global et enclosure par la technoscience. Pratiques ouvertes des communautés scientifiques et privatisation de la science* lors du séminaire d'étude sur *Communs de la Nature et des Connaissances* » organisé par Vecam, Paris

06.12. Conférence-débat « Vers la tyrannie technologique? » organisé par la MRES (Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités) à la Gare St Sauveur à Lille

21.12. Sciences en Bobines à Tours

NB. Les interventions sont assurées aussi bien par les salariés que par les administrateurs de FSC. Par ailleurs, les administrateurs de la FSC mentionnent régulièrement l'association lors de conférences, de débats ou de présentations.